

# David Ricardo et la concurrence internationale en 2020

L'essor économique de pays tiers est souvent perçu comme une menace. Or, la théorie exposée par David Ricardo il y a 200 ans montre que la concurrence internationale se joue principalement entre les secteurs au sein d'un même pays. Mais Ricardo ne pouvait pas prévoir la numérisation. *Rolf Weder*

**Abrégé** Les entreprises et les pays doivent-ils faire face à une concurrence acharnée de l'étranger ? Cet article montre que les premières doivent avant tout affronter leurs concurrentes sur leur marché du travail national et que les seconds n'ont guère à craindre les répercussions d'une hausse généralisée de la productivité à l'étranger. Toutefois, la mobilité croissante du travail et la facilité avec laquelle certaines activités peuvent être échangées entre les pays grâce au progrès technologique créent une concurrence internationale qui a des implications directes pour le facteur travail et ne fait pas que des heureux.

Tout ne va évidemment pas sans heurts : la spécialisation occasionne également des frictions à court et à moyen terme, car la main-d'œuvre doit constamment se déplacer des secteurs en régression vers ceux en expansion. On peut voir dans les coûts induits par cette adaptation le prix à payer pour l'accroissement du bien-être.

Nombreux sont ceux qui considèrent la mondialisation comme un fléau. On entend souvent dire que les entreprises doivent faire face à une concurrence étrangère acharnée qui laminerait ou ferait disparaître des pans entiers de l'industrie. Certains affirment même que la compétitivité internationale de pays entiers est menacée parce que d'autres pays ou régions accroissent leur domination sur les marchés mondiaux grâce à des investissements dans la formation, les infrastructures ou les nouvelles technologies. Les salariés seraient par conséquent mis partout à rude épreuve, une situation encore aggravée par la venue de frontaliers et de migrants.

Cette opinion largement répandue semble plausible au premier abord. Mais est-ce vraiment le cas ? Le monde a-t-il tant rétréci que nos professions et nos salaires doivent faire face à une concurrence internationale acharnée ? Et est-il vrai que l'amélioration de la situation chez les autres engendre une dégradation chez nous ? Cet article veut montrer qu'il s'agit là d'une vision à l'exporte-pièce parfois erronée dans certaines de ses affirmations, même si elle s'avère correcte sur certains points. Les considérations présentées dans la suite de cet article se fondent sur la théorie du commerce international, dont les origines remontent aux réflexions – toujours pertinentes aujourd'hui – de l'économiste britannique David Ricardo il y a 200 ans<sup>1</sup>.

## La théorie du commerce de Ricardo

Dans son célèbre chapitre «Du commerce extérieur»<sup>2</sup>, Ricardo jetait en 1817 les bases de la théorie moderne du commerce. Il postulait que les bienfaits du commerce international ne découlent pas tant des exportations et des emplois qu'elles génèrent que des importations qui, financées par les exportations, entraînent sur le marché intérieur une consommation de ressources inférieure à celle qui aurait lieu si les biens importés étaient produits dans le pays. Le commerce international est ainsi une méthode indirecte pour augmenter l'efficacité de la production de biens d'importation : une quantité déterminée de biens peut en effet être produite avec moins de ressources.

À l'aide d'un exemple, Ricardo démontre que le commerce international incite les pays à se spécialiser dans la production des biens pour lesquels ils détiennent des *avantages comparatifs* : ils produisent et exportent les biens et services pour lesquels ils sont *relativement* plus productifs que les autres pays et importent tous les autres. Il s'ensuit une augmentation de la productivité et, par conséquent, des salaires réels. Les travailleurs peuvent alors consommer davantage sans travailler plus ou maintenir leur niveau de consommation tout en travaillant moins. Cet effet explique les avantages résultant des échanges commerciaux.

## Tous les pays sont concurrentiels

La principale conclusion de la théorie du commerce de Ricardo est qu'il n'est pas nécessaire qu'un pays dispose d'un avantage comparatif *absolu* dans une branche quelconque pour tirer parti du commerce international. Ainsi, un pays dont la productivité est inférieure à celle de ses concurrents dans tous les secteurs peut malgré tout effectuer des échanges internationaux et en retirer un bénéfice. Cela s'explique par le fait que la détermination des salaires est endogène, c'est-à-dire que les rémunérations évoluent en fonction de la productivité (moyenne) : le niveau des salaires sera par conséquent plus bas dans les pays moins productifs en raison des technologies disponibles, de leurs institutions politiques, de leurs infrastructures ou encore de leur système juridique. À l'inverse, les salaires seront plus élevés dans les pays plus productifs.

Étant donné que le niveau des salaires évolue en fonction de la productivité, les pays sont *toujours* concurrentiels sur le plan international. Ils devront cependant se spécialiser dans les biens et services pour lesquels ils sont *relativement* plus productifs afin de tirer profit des avantages du commerce. Ainsi, la productivité d'un pays comme le Vietnam est probablement inférieure à celle de la Suisse dans tous les secteurs, mais relativement plus élevée dans la fabrication de vêtements et de chaussures. Cette capacité à participer aux échanges internationaux reste entière même lorsque la productivité d'un pays recule, en raison par exemple d'une réorientation

<sup>1</sup> Pour une présentation complète du sujet, voir Jones et Weder (2017).

<sup>2</sup> Voir Ricardo (1817).



KESTONE

erronée de sa politique économique. Le niveau des salaires se ressentira toutefois de la baisse de la productivité.

Autre cas de figure possible : un pays assiste à une augmentation générale de la productivité à l'étranger. Doit-il pour autant redouter un recul de sa capacité d'exporter des biens et services ? Non. Il ne peut que se réjouir de cette hausse, car si les salaires s'accroissent à l'étranger, l'économie intérieure ne sera pas touchée, ou alors en tirera parti, et cela pour deux raisons : d'une part, la demande pour les biens qu'elle produit augmente ; d'autre part, le prix des exportations étrangères tend à diminuer. La Chine illustre

bien ce phénomène : la hausse de la productivité et des salaires réels dans ce pays a permis à l'horlogerie suisse d'exporter davantage, tandis que l'industrie pharmaceutique et d'autres secteurs ont bénéficié du prix avantageux des produits intermédiaires importés de Chine.

### Une concurrence surtout sur le marché intérieur

Ces mécanismes de la concurrence exposés par David Ricardo ont un effet quelque peu « apaisant » : ce n'est pas le maintien de la capacité concurrentielle internationale qui

L'économiste britannique David Ricardo démontrait déjà en 1817 que le commerce international profite à tous les pays.

contraint un pays à adopter certaines mesures, mais bien la volonté de ce pays d'accroître sa productivité et, partant, son niveau de salaires.

Cette conclusion prend le contre-pied de l'opinion présentée en début d'article, selon laquelle la concurrence internationale menacerait la compétitivité d'économies nationales entières et contraindrait les pays à adopter des mesures pour y faire face. En fait, il faudrait plutôt se concentrer sur la concurrence que se livrent les entreprises sur le marché du



travail intérieur, et plus particulièrement sur la concurrence qui règne autour du facteur travail, relativement rare : on observe en effet que les secteurs qui enregistrent des gains de productivité s'étendent au détriment d'autres branches qui régressent ou disparaissent.

## La guerre des talents

C'est la pierre angulaire de la théorie du commerce de Ricardo, qui postule que les biens et services se négocient à l'échelon international, tandis que les facteurs de production se déplacent de manière limitée d'un pays à l'autre. Mais qu'est-ce qui change lorsque les facteurs de production (comme le capital humain que représentent les connaissances spécialisées) s'affranchissent des frontières nationales ? Dans ce cas, les pays se retrouvent effectivement en concurrence internationale directe pour s'assurer ces ressources limitées.

La « guerre des talents » constitue un bon exemple. Dans ce cas, les avantages *absolus* d'un pays gagnent en importance : plus il est productif dans l'utilisation de ses talents, plus il pourra les rémunérer. D'autres aspects, comme le taux d'imposition ou la qualité de vie dans le pays de destination, gagnent alors également en importance. Le pays capable d'attirer ces spécialistes généralement au bénéfice d'une formation très pointue pourra aussi attirer ou fidéliser les entreprises et les secteurs qui ont besoin de cette main-d'œuvre pour produire sur le marché intérieur. Ce phénomène pousse également à la hausse les salaires réels des facteurs de production complémentaires, comme le travail non spécialisé.

## Immigration et numérisation

De manière générale, plus la mobilité internationale des salariés augmente et plus il leur est facile de se déplacer, plus ils se retrouveront en concurrence sur le plan mondial. Les migrants et les frontaliers peuvent donc accroître sensiblement la concurrence pour une partie de la main-d'œuvre.

En outre, les progrès technologiques rendent la délocalisation de certains maillons d'un processus de production (en particulier les services) toujours plus facile. La théorie du commerce parle alors d'« échange de tâches »<sup>3</sup>. Les exemples d'un tel échange

sont légion : le service à la clientèle dans des centres d'appel, les tâches de programmation ou de comptabilité ou l'interprétation de radiographies sont autant d'activités qui ne sont pas nécessairement liées à un pays.

On pourra faire valoir que l'internationalisation de ces tâches ou activités entraîne à son tour une spécialisation régie par le principe des avantages comparatifs qui ne se produit cependant pas à l'échelle d'un secteur entier, mais pour chaque activité. Comme nous l'indique la théorie de Ricardo, les salaires réels augmentent au total en raison des hausses de productivité. La différence provient toutefois du fait que la main-d'œuvre perçoit dans ce cas directement les effets de la concurrence internationale, l'impact étant le même qu'avec l'immigration : la main-d'œuvre étrangère effectue certaines tâches du marché intérieur – pas dans le pays, mais depuis l'étranger.

## Le travail, un bien convoité dans le monde entier

Comme nous l'indiquions précédemment, David Ricardo fondait sa théorie des avantages comparatifs dans le commerce mondial sur l'hypothèse d'une mobilité internationale nulle ou faible du facteur travail. Des théories du commerce plus récentes étendent cette vision aux entreprises qui affichent des niveaux de productivité différents au sein d'un même secteur<sup>4</sup>. Selon toutes ces théories, le commerce international oriente les ressources limitées vers les secteurs relativement productifs d'une économie nationale, de sorte que l'efficacité et les salaires réels augmentent dans chaque pays.

Les secteurs et les entreprises se livrent alors à une concurrence pour le travail principalement sur le marché national. La mission de l'État est alors de pratiquer une politique de l'emploi avisée afin d'encadrer correctement cette transformation perpétuelle. Une telle politique doit d'une part rendre l'évolution supportable pour les différentes catégories de main-d'œuvre, et d'autre part ne pas empêcher le changement structurel (y compris la création et la disparition d'entreprises).

Toutefois, dans le sillage de la mobilité internationale accrue du facteur travail et de la délocalisation de certaines activités de production facilitée par les progrès technologiques, nous assistons actuellement

à l'émergence d'une nouvelle concurrence effectivement *mondiale*. Celle-ci affecte le facteur travail bien plus directement que lorsque les travailleurs sont « uniquement » en concurrence les uns avec les autres sur le marché national de l'emploi.

La question de l'ampleur de cette concurrence internationale reste ouverte. Quelques théoriciens du commerce sont persuadés que nous sommes à l'aube d'une révolution numérique qui se traduira par un fort accroissement de la concurrence directe entre les travailleurs des différents pays. D'autres estiment en revanche que cette concurrence sera limitée, car le manque de confiance et l'insécurité juridique restreindront fortement l'échange international de tâches, même si celui-ci est techniquement possible. Les patients veulent par exemple connaître la personne qui analyse leur radiographie ou, du moins, pouvoir lui faire confiance. De même, les entreprises doivent avoir la certitude de pouvoir faire valoir leurs actions en responsabilité contre des programmeurs étrangers, ce qui reste difficile, voire impossible dans le cas de l'échange international de tâches.

Nos sociétés voient probablement d'un moins bon œil l'échange direct de prestations de travail (qu'il soit physique ou virtuel) que l'échange indirect pratiqué jusqu'ici sous forme de spécialisation par secteur et par entreprise. L'asymétrie de la mobilité des biens et des facteurs de production postulée par Ricardo il y a 200 ans devrait donc garder toute sa pertinence.



**Rolf Weder**

Doyen et professeur d'économie extérieure et d'intégration européenne, Faculté des sciences économiques, université de Bâle

## Bibliographie

- Grossman Gene M. et Rossi-Hansberg Esteban (2008). « Trading tasks : A simple theory of offshoring ». *American Economic Review*, 98, 5, 1978–1997.
- Jones Ronald W. et Weder Rolf (éd., 2017). *200 years of Ricardian trade theory. Challenges of globalization*. Cham : Springer International.
- Melitz Marc et Trefler Daniel (2012). « Gains from trade when firms matter ». *Journal of Economic Perspectives*, 26, 2, 91–118.
- Ricardo David (1817). *Des principes de l'économie politique et de l'impôt*. Londres : John Murray.

3 Grossman et Rossi-Hansberg (2008).

4 Melitz et Trefler (2012).